



CTSD du 6 septembre 2021

Monsieur le Directeur académique,  
Mesdames, Messieurs membres du CTSD

Les rentrées passent, les ministres se succèdent, et les inégalités se creusent.

Est-ce une fatalité ? Pas pour l'UNSA Éducation.

Avec la crise sanitaire, les inégalités se sont accentuées. Il y a donc urgence à réduire ces inégalités qui fracturent notre société. Notre projet éducatif s'oppose à la persistance du déterminisme social. La lutte contre les inégalités est au cœur de notre projet : l'École n'est pas responsable de tous les maux, cependant elle est au cœur des évolutions nécessaires.

Donnons-nous les moyens de faire réussir tous nos élèves. C'est ce que souhaite l'ensemble des professionnels de l'éducation. Travailler la mixité scolaire dans les établissements, poser la question de la mixité sociale dans de nombreux quartiers, réduire les inégalités d'accès aux soins, à la culture, aux loisirs : ce sont des enjeux majeurs pour notre fédération. Nous continuerons d'apporter notre contribution au débat et de mettre en avant nos propositions.

L'année scolaire précédente a été éprouvante à plusieurs titres, et cette nouvelle rentrée sous protocole sanitaire, pesante, demandera une grande vigilance pour assurer la protection de toutes et tous et la poursuite de l'enseignement en présentiel souhaité et nécessaire.

Malgré un contexte morose, l'UNSA Éducation et ses syndicats veulent s'engager au plus proche des collègues pour porter et proposer notre syndicalisme réformiste qui ouvre des perspectives et obtient des avancées : mettre l'Éducation au cœur de l'élection présidentielle, parler des défis éducatifs et des enjeux pour notre système. Nous devons agir pour la réduction des inégalités sociales et scolaires, pour une meilleure mixité sociale. La reconnaissance de l'engagement de tous les métiers de l'Éducation, pour les mobiliser sur ces enjeux essentiels, est incontournable.

Les négociations en cours dans le cadre du Grenelle de l'Éducation, où nous obtenons pas à pas des avancées pour certains champs, ne peuvent être un aboutissement, mais doivent être l'amorce d'un débat plus large sur la priorité donnée à l'Éducation dans notre pays et dans notre société.

Le Baromètre de l'UNSA éducation fait par ailleurs toujours ressortir de manière plus prégnante encore, un manque dans l'accompagnement des personnels de l'éducation nationale et dans la santé au travail. Un manque de reconnaissance et de respect général dans la pratique professionnelle pour tous les personnels (65%), particulièrement les enseignants mais aussi l'encadrement. Quel que soit le métier, l'ensemble du personnel a bien sûr été affecté par la crise sanitaire mais le malaise se confirme d'année en année et la tendance observée depuis 3 ans d'une « rupture de confiance » a des causes structurelles.

Toujours côté personnels, 92% des sondés aiment la profession qu'ils exercent ce qui atteste de l'engagement de toutes et tous « malgré tout ». Les conditions de travail, prioritaires dans les attentes du personnel, sont jugées insatisfaisantes dans 83% des cas, et à améliorer concrètement.

Des besoins criants sont à nouveau exprimés en formation initiale et continue. Attachée à la laïcité de la République, l'UNSA Éducation insiste sur la nécessaire formation de tous les personnels, pour la cohésion de notre société.

Les fractures d'élèves en situation de rupture pédagogique (49%) et le poids des inégalités sociales sur le parcours scolaire (44%) restent deux défis majeurs relevés par les collègues à l'issue de cette année de crise.

---

---

Sur l'ordre du jour, L'UNSA éducation prend acte positivement de la création, même provisoire, de remplaçants, comme nous le demandions lors du dernier CTSD. Il en va de la continuité du service public d'éducation. Une pérennisation ne sera pas de trop que les conditions sanitaires perdurent, ou non.

Nous attendons par ailleurs, outre le Groupe de Travail Direction avec les Organisation Syndicales, la mise en place effective du planning pour les remplacements de décharge de directions des écoles de 1 à 3 classes. La tension de remplacement ne doit pas empêcher aux directrices et directeurs d'assurer leurs missions, qui plus est dans un contexte toujours plus dense administrativement et sanitaire parlant.

De nombreux seuils semblent dépassés et cela devient la norme. De plus, nous ne pouvons et ne pourrons jamais cautionner les classes dédoublées en « co-enseignement » dans une seule salle avec 30 – 31 élèves d'éducation prioritaire, et 2 adultes voire plus (enseignants, atsem, AESH ...) ! **Au nom de l'Unsa Education, nous réitérons notre demande d'un seuil critique de 24 lorsque le dédoublement se fait en co-enseignement dans une seule classe (soit 2 CP ou CE1 ou GS à 12 ).**

Plus de 24 élèves dans une classe de REP ou REP+, même avec deux enseignants, c'est contraire à l'esprit du dédoublement et à l'essence même du réseau d'éducation prioritaire.

Nous réitérons nos inquiétudes et remarques sur les problématiques des locaux et inscriptions sur la commune d'Avignon.

Cette situation, inacceptable, combinée à celles vécues par les collègues TRS, sans affectations en juillet, et plus généralement les collègues entrants dans le métier (y compris stagiaires !), nous amène à faire le constat d'un dysfonctionnement dans les phases d'ajustements de juillet et d'août-septembre, ainsi que l'affectation des PES et M2 Alternants.

**A ce titre, l'UNSA éducation demande un groupe de travail « phases d'ajustements et affectations des entrants dans le métier » afin de faire le bilan et de proposer des perspectives d'amélioration, dans un souci d'efficacité pour l'ensemble des collègues, équipes pédagogiques, et de facto les élèves.**

Nous constatons toujours le manque cruel de mesures complémentaires autour des RASED, alors que la période complexe que nous vivons apporte encore plus de charge de travail et d'importance à ces personnels. Il en va pourtant de la réussite des élèves, de la lutte contre les inégalités et des conditions de travail des équipes pédagogiques. **Du même acabit que les remplaçants, cela devrait être une priorité de soutenir ces réseaux.**

En dehors de ces constats et demandes, d'autres écoles sous surveillance sont à étudier et nous réitérons notre demande de disposer systématiquement de l'ensemble des effectifs actualisés des écoles mises sous surveillance lors de précédents CTSD ou dès lors que les effectifs sont proches des seuils, et ce, en document préparatoire, que Monsieur le directeur académique propose ou non des mesures pour celles-ci.

De même, comme annoncé précédemment par Monsieur le secrétaire général, nous demandons la liste générale des enseignants du département.

Je vous remercie pour votre attention et l'ensemble des équipes de l'UNSA éducation se joint à moi pour vous souhaiter, quel que soit votre métier, une bonne rentrée.